



Cahier des clauses administratives particulières n° 2018-11 du 21/11/2018

Pouvoir adjudicateur contractant :

Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone des cinquante pas géométriques de Martinique

12-14, avenue Louis Domergue

Immeuble Le Trident – Montgérald

97200 – Fort de France

Objet du marché :

Prestations d'assistance et de conseil

Sommaire

Article 1 - Objet du marché et dispositions générales.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Durée du marché.....	4
1.3 Pièces contractuelles.....	4
1.4 Forme des notifications et information.....	5
1.5 Résiliation.....	5
1.6 Modification du marché.....	5
1.7 Réalisation de prestations similaires.....	5
Article 2 - Qualification juridique du marché.....	6
2.1 Champ d'application.....	6
2.2 Règlement des litiges.....	6
Article 3 - Obligations générales des parties.....	6
3.1 Exécution générale du marché.....	6
3.1.1 Représentants des parties contractantes.....	6
3.1.2 Obligations du titulaire.....	6
3.1.2.1 Obligation de compétence.....	6
3.1.2.2 Obligation de résultat.....	6
3.2 Confidentialité.....	7
3.2.1 Obligation de confidentialité.....	7
3.2.2 Protection des données à caractère personnel.....	7
3.3 Responsabilité.....	7
3.4 Sous-traitance.....	7
3.5 Assurance.....	8
3.6 Changements dans la situation du titulaire.....	8
3.7 Protection de la main d'œuvre et condition de travail.....	8
Article 4 - Modalités d'exécution du marché.....	8
4.1 Désignation des prestations.....	8
4.2 Délais d'exécution.....	9
4.3 Prolongation de délais, force majeure.....	9
4.4 Pénalités pour retard.....	9
4.5 Lieux et modalités de livraison des prestations.....	9
4.5.1 Modalités d'échanges lors de la prestation.....	9
4.5.2 Lieu de livraison le cas échéant.....	9
4.5.3 Sursis de livraison ou d'exécution.....	10
4.6 Opérations de vérification.....	10
4.7 Décisions après vérifications.....	10
Article 5 - Prix et règlement.....	11

5.1	Modalités de détermination des prix	11
5.1.1	<i>Contenu des prix</i>	11
5.1.2	<i>Prix de règlement</i>	11
5.1.3	<i>Variation des prix</i>	11
5.2	Règlement	11
5.2.1	<i>Avance</i>	12
5.2.2	<i>Acomptes</i>	12
5.2.3	<i>Paie ment partiel définitif</i>	12
5.2.4	<i>Solde</i>	12
5.2.5	<i>Règlements en cas de cotraitants et/ou de sous-traitants ayant droit au paiement direct</i>	13
5.2.6	<i>Modalités de facturation</i>	13
5.2.7	<i>Acceptation de la demande de paiement</i>	14
5.2.8	<i>Modalités de règlement</i>	14
Article 6 -	Dérogation aux CCAG-FCS	15

Article 1 - Objet du marché et dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent marché, conclu en application de l'article 27 (procédure adaptée) du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, a pour objet **des prestations d'assistance et de conseil**, au profit de l'Agence des cinquante pas géométriques de Martinique – (numéro de référence de la nomenclature CPV : 79000000-4 – Services aux entreprises : droit, marketing, conseil, recrutement, impression et sécurité).

Le marché se décompose en deux lots :

- **Lot n° 1 : Adhésion à un réseau professionnel** d'échanges, de références, d'expériences et de données mutualisées d'organismes exerçant leur activité dans des domaines semblables à ceux de l'Agence, accès à des formations, à un bassin d'emploi dans les domaines de compétences de l'Agence et à certains services tels que les prestations d'assurances métiers ;
- **Lot n° 2 : Prestations d'assistance et conseil** dans les domaines suivants (liste non exhaustive) :
 - Prestations liées au domaine opérationnel :
 - gestion des opérations : conseil technique ; juridique et fiscal ; financier ; foncier ; gestion des litiges et contentieux ; conseil en assurances liées à la réalisation des opérations ...
 - gestion des marchés : conseil et assistance en matière de marchés publics ; gestion des litiges et contentieux
 - Prestations liées au fonctionnement de l'Agence :
 - conseil en gestion financière, stratégie ; conseil juridique et fiscal ; Vie sociale ; Ressources Humaines...

La description des prestations attendues est définie dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n° 18-11).

Chaque lot constituera un marché unique.

Les variantes ne sont pas autorisées dans ce marché.

1.2 Durée du marché

La durée de validité du marché est indiquée à l'article B5 de l'acte d'engagement du marché.

1.3 Pièces contractuelles

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement du lot concerné et ses annexes éventuelles ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières n° 2018-11 commun aux deux lots, dénommé dans les documents du marché « CCAP » ;
- le cahier des clauses techniques particulières n° 2018-11 commun aux deux lots, dénommé dans les documents du marché « CCTP » ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, dénommé CCAG-FCS, approuvé par arrêté du 16 septembre 2009, dans sa version en vigueur le 13/12/2018 ;
- la description de la solution technique retenue par le titulaire pour chacun des lots.

1.4 Forme des notifications et information

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.

1.5 Résiliation

Il sera fait le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG-FCS, avec les précisions et compléments suivants :

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.
- En cas de résiliation pour faute il sera fait application des articles 32 et 36 du CCAG FCS avec les précisions suivantes :
 - **En complément de l'article 32 du CCAG-FCS**, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
 - Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 34.5 du CCAG FCS**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
 - Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
 - ⊖ **Par dérogation et en complément des articles 32 et 34.3 du CCAG FCS**, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10 %.

1.6 Modification du marché

Toute modification aux dispositions du marché devra faire l'objet d'un accord écrit entre les deux parties, dans le respect des dispositions de l'article 139 du décret n° 2016-360.

1.7 Réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article 30.I.7° du décret n° 2016-360, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché public. A cet effet, une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés publics pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Article 2 - Qualification juridique du marché

2.1 Champ d'application

Le présent marché est un marché public, passé selon les dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (procédure adaptée).

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, seules les correspondances et documents relatifs à l'exécution du marché rédigés en français sont valables au plan contractuel entre les parties.

2.2 Règlement des litiges

Le règlement amiable des litiges, qui pourraient intervenir lors de l'exécution du marché, sera effectué dans les conditions prévues par l'article 142 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Dans le cas où une solution amiable et équitable ne pourrait être trouvée, le litige sera soumis à la juridiction administrative française territorialement compétente (tribunal administratif de Fort-de-France).

Article 3 - Obligations générales des parties

3.1 Exécution générale du marché

3.1.1 Représentants des parties contractantes

Le Directeur de l'Agence des cinquante pas géométriques, ou toute personne ayant reçu délégation de signature dans la limite de ses attributions, est seul habilité à traiter des questions liées à l'exécution administrative du marché.

Cependant, dans le cadre de l'exécution technique du marché, le pouvoir adjudicateur pourra être représenté par le responsable administratif et financier désigné comme le représentant technique du pouvoir adjudicateur. Le pilotage de la prestation technique sera effectué par le chargé d'opérations

De même, le titulaire désignera, dès la notification du marché, un représentant garantissant la permanence et l'unité de sa représentativité auprès de l'autre partie au marché, désigné ci-après comme le chef de projet pour piloter les prestations du marché.

3.1.2 Obligations du titulaire

3.1.2.1 Obligation de compétence

Toute personne intervenant au titre du prestataire ou de ses éventuels cotraitants se doit de maîtriser toutes les compétences techniques et la connaissance des dispositions réglementaires applicables à sa mission.

3.1.2.2 Obligation de résultat

Le titulaire assume la direction et la réalisation des prestations, objet du marché, et met en œuvre les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Le marché est assorti d'une obligation de résultat pendant toute sa durée d'exécution et, en sa qualité de professionnel, le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que du personnel qu'il a engagé. Le titulaire s'oblige à :

- garantir des résultats conformes aux prestations attendues qui sont matérialisées dans le CCTP n° 2018-11 ;
- faire le nécessaire pour que le pouvoir adjudicateur et ses représentants bénéficient, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché, à retarder ou à compromettre la livraison

des prestations, ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces du marché ;

- respecter les dispositions de qualité et de sécurité conformes à l'état de l'art ;
- effectuer ses prestations avec toute la diligence, la célérité, la réactivité et la discrétion qu'elles imposent.

3.2 Confidentialité

Le titulaire ne peut être autorisé à communiquer sur le marché, ses modalités et son exécution qu'après validation expresse formulée par le représentant du pouvoir adjudicateur par écrit.

En l'absence du respect de cette obligation de confidentialité, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin au marché sans préavis.

Aucune donnée relative aux entités bénéficiaires ne pourra être conservée par le titulaire, en dehors du cadre de la bonne exécution des marchés existants.

3.2.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

3.2.2 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'une modification du marché par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par le marché.

3.3 Responsabilité

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux bâtiments objets des diagnostics par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

3.4 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article 1.5 ci-dessus, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature.

3.5 Assurance

Le titulaire devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du maître d'ouvrage d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

3.6 Changements dans la situation du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à la domiciliation de ses paiements ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le non-respect de ces dispositions par le titulaire entraînera la suspension du délai réglementaire de paiement.

3.7 Protection de la main d'œuvre et condition de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG-FCS.

Article 4 - Modalités d'exécution du marché

4.1 Désignation des prestations

Les prestations sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières n° 2018-11 du 21/11/2018 et sont complétées par la description de la solution technique proposée par le titulaire.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché ainsi qu'aux normes et spécifications techniques applicables et en vigueur à la date de ce dernier.

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître du seul fait de soumissionner et la contractualisation du marché valant engagement de s'y conformer.

4.2 Délais d'exécution

Les prestations devront être exécutées dans les délais indiqués par le candidat dans son offre.

4.3 Prolongation de délais, force majeure

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation

4.4 Pénalités pour retard

Conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, sans qu'il soit procédé à une mise en demeure, tout retard dans l'exécution des prestations entraînera l'application d'une pénalité de retard par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000 ;$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il ne sera procédé à aucune exonération de pénalités.

4.5 Lieux et modalités de livraison des prestations

4.5.1 Modalités d'échanges lors de la prestation

L'adresse électronique du représentant technique du pouvoir adjudicateur lors de l'exécution de la prestation sera précisée à la notification du marché.

Cette adresse électronique servira à l'ensemble des échanges nécessaires à l'exécution des prestations.

4.5.2 Lieu de livraison le cas échéant

Sauf exception, les prestations seront livrées et déchargées franco de port et d'emballage à l'attention de l'Agence des 50 pas géométriques – 12-14, avenue Louis Domergue - Immeuble Le Trident Montgérald – 97200 Fort-de-France et seront réceptionnées de 8h00 à 17h00 les jours ouvrables.

Toute modification de cette adresse s'effectuera par le biais d'une simple correspondance du pouvoir adjudicateur envoyée par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

Les fournitures éventuellement livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition,
- la référence au marché,
- l'identification du titulaire,
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu. La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

4.5.3 *Sursis de livraison ou d'exécution*

Un sursis de livraison ou d'exécution peut être accordé par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai à l'article 4.3 du présent CCAP, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à la livraison dans le délai contractuel.

Le sursis de livraison ou d'exécution suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 4.3 du présent CCAP. Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Nota : Le non-respect des lieux et des conditions de livraison par le titulaire entraînera la suspension du délai global de paiement.

4.6 Opérations de vérification

Il est fait application des dispositions des articles 22 et 23 du CCAG-FCS.

Les prestations du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater que les fournitures livrées et les prestations exécutées au titre de ce marché répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification seront réalisées par le représentant technique du pouvoir adjudicateur tel que défini à l'article 3.1.1 du présent CCAP.

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

4.7 Décisions après vérifications

Il est fait application des dispositions des articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

A l'issue de la période de vérification et sur le vu des opérations de vérification, le représentant légal du pouvoir adjudicateur prononcera soit :

- l'admission des prestations,
- l'ajournement des prestations si il estime que celles-ci ne sont pas conformes au marché,
- l'admission avec réfaction,
- le rejet des prestations.

Le représentant technique du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de **quinze (15) jours** à compter de la date de livraison des fournitures pour procéder aux opérations de vérifications et pour notifier sa décision au titulaire. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Article 5 - Prix et règlement

5.1 Modalités de détermination des prix

5.1.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les contraintes normalement prévisibles, notamment, intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement :

- en cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances ;
- en cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prestations seront réglées en application des prix forfaitaires et unitaires sur la base de la proposition de tarification jointe à l'offre par le prestataire, déclinant les prix selon les spécialités et la qualification des intervenants.

5.1.2 Prix de règlement

Le prix est indiqué dans l'acte d'engagement du marché, **il est forfaitaire, révisable et non actualisable**.

Il est établi hors taxes et est majoré du taux de TVA en vigueur à la date de facturation des prestations. Il est réputé établi aux conditions économiques du mois de la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire, appelé mois "zéro".

5.1.3 Variation des prix

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de notification du présent accord-cadre, par application de la formule suivante :

$$P = 0,15 + 0,85 \frac{Im}{I0}$$

Dans laquelle Im et I0 sont les valeurs prises par l'indice du coût horaire du travail révisé (ICHTrev-TS) ou à publier respectivement au mois m d'exécution des prestations et au mois « zéro » d'établissement des prix du marché.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Si la durée d'exécution de l'élément de mission est supérieure à un mois, la valeur des index utilisés pour la révision de prix est appréciée à la date à laquelle chaque partie de l'élément de mission effectivement réalisée sans toutefois être postérieure à la date contractuelle de réalisation.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

5.2 Règlement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du marché selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées par les articles suivants.

5.2.1 Avance

Aucune avance ne sera versée dans le cadre du présent marché.

5.2.2 Acomptes

Il sera fait application des dispositions de l'article 114 du décret n°2016-360.

Lorsque le titulaire a droit au paiement d'acomptes conformément aux dispositions ci-dessus, la demande de paiement d'acompte est établie, conformément à l'article 11.4 du CCAG FCS, par le titulaire.

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA diminué des réfections le cas échéant, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- l'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- la retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du marché ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

5.2.3 Paiement partiel définitif

Conformément aux dispositions de l'article 115 du décret 2016-360, il pourra être procédé sur demande du titulaire, et sur le vu du procès-verbal d'admission des prestations, à un règlement partiel définitif correspondant au montant des prestations réalisées.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte partiel définitif qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

5.2.4 Solde

Le règlement du solde du marché s'effectuera après la décision définitive d'admission des prestations prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article 4.7 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de 45 jours courant à compter de l'admission des prestations, le pouvoir adjudicateur peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

5.2.5 Règlements en cas de cotraitants et/ou de sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi du 31 décembre 1975 et l'article 136 du décret du 25 mars 2016.

En complément de l'article 11.4.1 du CCAG FCS, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le pouvoir adjudicateur sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au pouvoir adjudicateur par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le pouvoir adjudicateur procèdera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions de l'article 136 du décret.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

5.2.6 Modalités de facturation

Le paiement est effectué mensuellement avec ajustement annuel **sur facture à terme à échoir** émise par le titulaire et après la certification du service fait par le pouvoir adjudicateur.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro de la facture ;
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- Le détail des prix, forfaitaires ou unitaires ;
- Le montant HT et TTC ;
- Le taux et le montant de TVA.

1) **Transmission par courrier**

Les factures sont expédiées en un exemplaire original à l'adresse suivante :

Agence des cinquante pas géométriques de Martinique
12-14, avenue Louis Domergue
Immeuble Le Trident – Montgérald
97200 Fort-de-France

Une copie pourra également être adressée par courriel à l'adresse suivante :

contact@50pas972.com

2) **Transmission électronique**

Conformément à la loi de Modernisation de l'Economie (LME) n°2008-776 du 4 août 2008, la personne publique accepte les factures émises sous forme dématérialisée. Les factures comprennent :

- Les mentions obligatoires devant figurer sur les factures conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts ;
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement ;
- En cas de marché à bons de commande, le numéro du bon de commande.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La transmission des factures s'effectue selon l'une des deux procédures autorisées suivantes :

- 1) Adresser ses factures au concentrateur par EDI :
 - a. En les adressant directement au concentrateur de factures de la personne publique ;
 - b. En demandant à un opérateur de dématérialisation de son choix une prestation de dématérialisation de ses factures, charge à cet opérateur de se raccorder au concentrateur et de transmettre les factures à ce dernier.
- 2) Utiliser le portail Chorus Factures accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>:
 - a. En déposant ses factures ;
 - b. En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus ». Pour tout renseignement, le titulaire pourra se diriger vers la rubrique « nous contacter ».

Afin de garantir l'intégrité et la pérennité de leur contenu, les factures doivent respecter le formalisme préconisé par l'article 25 de la loi sur la modernisation de l'économie.

5.2.7 *Acceptation de la demande de paiement*

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

5.2.8 *Modalités de règlement*

Aucun paiement n'est exigible tant que la procédure de vérification permettant de certifier la conformité des fournitures ou des services prévue aux articles 4.6 et 4.7 du présent CCAP n'est pas achevée.

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de :

- la date de notification du marché pour l'avance éventuelle,

- la date d'acceptation des vérifications des prestations et de réception des justificatifs pour les acomptes ou, pour le solde, la date à laquelle l'admission des prestations a été prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement ;
- la date de réception de la demande de paiement accompagnée des justificatifs nécessaires pour les acomptes, si elle est postérieure ou égale à la date d'acceptation des vérifications des prestations pour les acomptes ou la date d'admission des prestations pour le solde prononcée par le représentant légal du pouvoir adjudicateur.

Le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

À compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

Dans la mesure où le titulaire a rempli ses obligations contractuelles et légales, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, à moins qu'il soit responsable du retard, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 6 - Dérogation aux CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG-FCS, explicitées dans les articles ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants :

L'article 1.5 du CCAP déroge aux articles 33 et 34 du CCAG-FCS (résiliation).

Les articles 3.2 et 3.3 du CCAP dérogent à l'article 5 du CCAG-FCS (confidentialité).

L'article 4.4 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS (pénalités).